

TROIS COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE A L'ALSACE-LORRAINE

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.918. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

Pierre Lafitte, fondateur.

20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. 02.73.

TOUTE PERSONNE QUI

le VENDREDI 15 NOVEMBRE 1918	aura vécu 14.999 JOURS EXACTEMENT	et dont PAUL est le prénom habituel
--	---	---

recevra, à titre gracieux, un abonnement d'un an à EXCELSIOR et sera intéressée dans nos bénéfices de 1919.

L'IMPORTANCE DU BASSIN DE BRIEY



CARTE MONTRANT LE BASSIN FRANÇAIS ET LE BASSIN DE LA LORRAINE ANNEXÉE QUI NOUS REVIENT

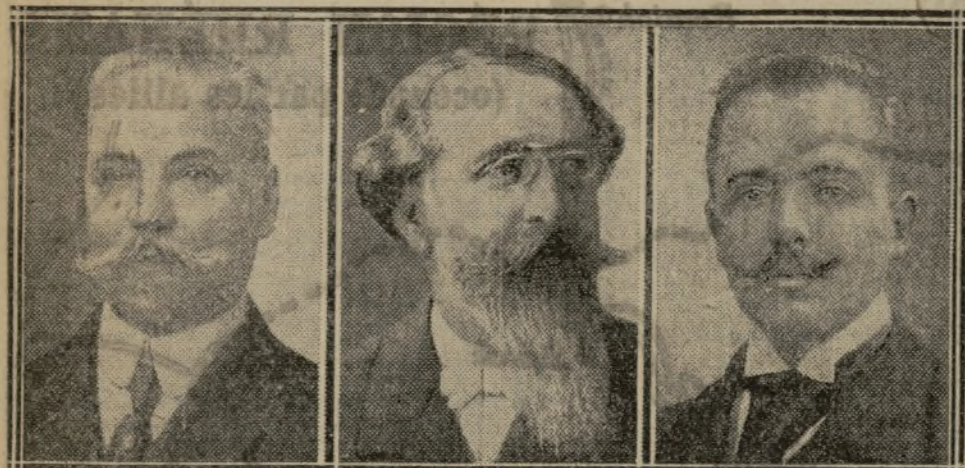
On peut se rendre compte immédiatement, en regardant cette carte, de l'importance que représente pour la France la récupération des gisements de minerai de fer de la Lorraine annexée. Si nous prenons les chiffres d'avant-guerre, ceux de 1913, nous

découvrons que nos ennemis produisaient alors 49.735.000 tonnes, et nous 21.725.000. Dorénavant nous produirons 42.860.000 tonnes, et les Allemands 28.600.000 seulement. Ce n'est pas un des plus minces résultats que la victoire aura assurés à notre pays.

L'ORGANISATION DE L'ALSACE-LORRAINE

LE CONSEIL DES MINISTRES A NOMMÉ
TROIS COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE
A STRASBOURG, METZ ET COLMAR

C'est sans doute au début de la semaine prochaine que les soldats français feront une entrée triomphale dans les deux grandes villes d'Alsace et de Lorraine.



M. GEORGES MARINGER
Haut Commissaire à Strasbourg
M. MIRMAN
Commissaire de la République à Metz
M. HENRI POULET
Commissaire de la République à Colmar
(Photographies Henri Manuel et Eug. Proux.)

La séance du Conseil des ministres tenue hier matin à l'Élysée sous la présidence de M. Poincaré a été presque tout entière consacrée à l'examen des questions se rattachant à l'Alsace-Lorraine, et plus spécialement au régime administratif de ces territoires pendant la période d'armistice. Sur la proposition de M. Jeanneney, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, il a été résolu que cette administration serait analogue à celle de nos départements libérés.

Les pr miers hauts fonctionnaires

Le Conseil a décidé d'envoyer immédiatement dans chacune des divisions administratives de la Basse-Alsace, de la Haute-Alsace et de la Lorraine, un commissaire de la République, qui exercera les fonctions de préfet.

Le choix du Conseil s'est porté :
Pour Strasbourg, sur M. Georges Maringer, conseiller d'État, commissaire général de la Sûreté nationale ;

Pour Metz, sur M. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Pour Colmar, sur M. Henri Poulet, conseiller d'État, actuellement chef de la mission militaire administrative d'Alsace.

Le commissaire de la République à Strasbourg y assurera en outre le fonctionnement des services communs aux trois divisions administratives d'Alsace-Lorraine, avec le titre de « haut commissaire ».

Le service général qui, à Paris, centralise l'administration de l'Alsace-Lorraine va être immédiatement reconstitué en vue de faire face à la situation nouvelle.

Au Palais-Bourbon

Après avoir entendu un exposé de M. Cornudet, sur les questions budgétaires, la commission des Affaires extérieures de la Chambre a examiné la question d'Alsace-Lorraine et chargé son président, M. Franklin-Bouillon, de lui présenter un rapport sur la politique qui s'impose dans nos provinces retrouvées, et sur l'ensemble des questions que soulève pour la France l'occupation militaire des territoires de la rive gauche du Rhin.

De son côté, la commission du budget a abordé l'examen des questions générales

que soulève, au point de vue financier, la réorganisation de l'Alsace-Lorraine.

Nos troupes en Alsace-Lorraine

L'évacuation des territoires d'Alsace-Lorraine continue méthodiquement, et les troupes alliées, conformément aux clauses de l'armistice, poursuivent leur marche en avant.

On croit savoir que les troupes françaises entreront à Strasbourg, Metz et Colmar dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Les trois commissaires

Le haut commissaire de la République à Strasbourg, M. Georges Maringer, est Lorrain, étant né à Nancy en 1862. Il a fourni une belle carrière dans l'administration, ayant occupé successivement les postes de conseiller de préfecture à Macon, sous-préfet de Gournay et de Louhans, chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, commissaire du gouvernement près le Conseil de préfecture de la Seine, préfet de la Haute-Saône, du Calvados, du Loiret, directeur du personnel au ministère de l'Intérieur, et en dernier lieu directeur général de la Sûreté nationale. Il est conseiller d'État en service extraordinaire et commandeur de la Légion d'honneur.

Le rôle de M. Mirman pendant la guerre, comme préfet de Meurthe-et-Moselle, a été admirable. Ce n'est pas un fonctionnaire de carrière. Né à Paris en 1865, il fit de fortes études dans les lycées de la capitale et entra à l'École normale supérieure, d'où il sortit comme agrégé des sciences mathématiques. Il professa successivement aux lycées de Chartres et de Reims. Élu député de la Marne, qu'il représenta de 1893 à 1905, M. Mirman passa ensuite au ministère de l'Intérieur, en qualité de directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, fonctions qu'il occupa encore lorsqu'il fut nommé préfet de Nancy.

Comme M. Maringer, M. Poulet est Lorrain ; il est né à Thiaucourt en 1874. Il a fait ses études à Paris, est licencié ès lettres, docteur en droit, lauréat de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

M. Poulet a été attaché à la chancellerie de 1894 à 1899, puis a dirigé le secrétariat de la présidence de la République de 1899 à 1906. Il entra ensuite au Conseil d'État.

LES CLAUSES DE L'ARMISTICE

LES ALLIÉS MAINTIENNENT
LE BLOCUS. CE N'EST PAS
POUR AFFAMER L'ALLEMAGNE,
MAIS POUR SE DÉFENDRE
CONTRE SES AMBITIONS
COMMERCIALES

Les navires de commerce mis en chantier pendant la guerre par nos ennemis atteignent près d'un million de tonnes.

L'Allemagne espérait, dès la signature de l'armistice, reprendre sa vie maritime. En effet, pendant les hostilités, bien que ses côtes fussent soumises à un blocus rigoureux, elle n'a pas un seul instant négligé la préparation de l'après-guerre. Elle a mis constamment de nouvelles unités en chantier. Même, en 1916, lorsque notre ennemie pouvait encore se croire sûre de la victoire, les cales de ses grands ports construisaient une véritable fièvre de construction. Pour reprendre, dès que la paix lui aurait redonné la liberté des mers, son activité maritime avec la même vigueur qu'auparavant, elle voulait mettre en ligne une flotte de commerce au moins équivalente à celle qu'elle possédait au mois de juillet 1914, et dont plusieurs unités, et non des moindres, se trouvaient captives dans les ports des Alliés. Elle pourrait ainsi, pensait-elle, aussitôt le dernier coup de canon tiré, lancer à travers les océans ses cargos chargés des objets manufacturés qui, par force, s'étaient accumulés dans ses magasins, afin qu'ils lui rapportent en échange les denrées nécessaires à assouvir sa faim croissante et les matières premières indispensables au fonctionnement de son industrie. Avec une flotte reconstituée, elle se flattait, dès la paix rétablie, de reprendre non seulement son commerce au point où elle l'avait laissé, mais aussi de lui assurer une avance sur celui des Alliés et des neutres, qui n'auraient plus à leur disposition qu'un tonnage fortement diminué par un torpillage méthodique et sans scrupule.

Heureusement les clauses navales de l'armistice ont résolu tout cela à double danger. Pendant ces années les dirigeants de l'Entente se sont trop rendus compte dans quelle large part l'issue de la lutte dépendait des conditions économiques pour ne pas faire de la victoire économique le complément logique de la victoire militaire par les armes. Lever dès à présent le blocus, ainsi que le demandaient les plénipotentiaires ennemis, sous le prétexte de ne pas laisser l'Allemagne mourir de faim, aurait donc été pour nous conclure un marché de dupes. Les Alliés, en maintenant le blocus, mais en promettant de ravitailler l'Allemagne dans la mesure de leur possible, sauvegardant des intérêts essentiels en même temps qu'ils ne cessent de se montrer humains, ils ont su espérer que dans le traité de paix le tonnage coulé aux Alliés sera intégralement remplacé par des navires allemands et autrichiens.

Il est intéressant, dans cette éventualité, de voir quel est à la fin des hostilités l'état de la marine marchande allemande. A la veille du conflit, cette flotte comptait un tonnage global, tant voiliers que vapeurs, de 5.459.296 tonnes, le nombre des steamers atteignant 2.000.

Ce chiffre primitif a d'abord été réduit par la perte des unités qui se trouvaient mouillées dans les rades ou ports alliés. De la sorte le nombre des bateaux saisis fut de 182 dans les ports britanniques, de 94 dans les ports français et russes, de 39 en Italie, de 75 au Portugal, de 88 aux États-Unis, de 45 au Brésil, de 9 en Grèce, de 12 au Japon, et de 11 en Chine, soit au total 555 navires représentant un tonnage de 1.940.000 tonnes.

A cette liste il faut ajouter les bateaux qui furent capturés en pleine mer, dont le nombre s'élève à 74 vaisseaux jaugeant en tout 187.000 tonnes.

De plus, toute une autre partie du tonnage allemand est immobilisée dans les ports neutres : en Suède, en Norvège, en Danemark, en Hollande, en Espagne, dans les îles de la Sonde, au Mexique, dans l'Amérique du Sud, se chiffrent par 289 unités valant 510.000 tonnes.

Du tonnage important du début, qui faisait de la marine marchande allemande la seconde du monde, il ne reste donc plus, par suite de ces affaiblissements successifs, que 2.000.000 de tonnes au maximum. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, nos ennemis, conscients de l'infériorité dans laquelle les mettrait ce déficit, ont fait de leur mieux pour le combler. Leurs chantiers de constructions navales ont travaillé de façon intensive. C'est ainsi que près de 200 navires dépassant chacun 4.000 tonnes ont été lancés depuis quatre ans que dure la guerre. Parmi ces unités, un grand nombre jaugeant plus de 10.000 tonnes, plusieurs possédant un tonnage supérieur à 30.000 tonnes, et l'une d'elles atteignant même 55.000 tonnes.

Le tonnage total mis en chantier par les Allemands pendant la guerre approche d'un million de tonnes, si bien que nos ennemis apparaissent comme ayant en réserve dans leurs ports près de 3.000.000 de tonnes de navires.

C'est là une précieuse réserve dans laquelle les Alliés devraient pouvoir puiser pour refaire leur marine de commerce, et qui, grâce au blocus, ne servira pas aux Allemands, tout au moins actuellement, pour concurrencer l'Entente sur les marchés du monde.

M. Wilson assisterait
à la Conférence de la paix

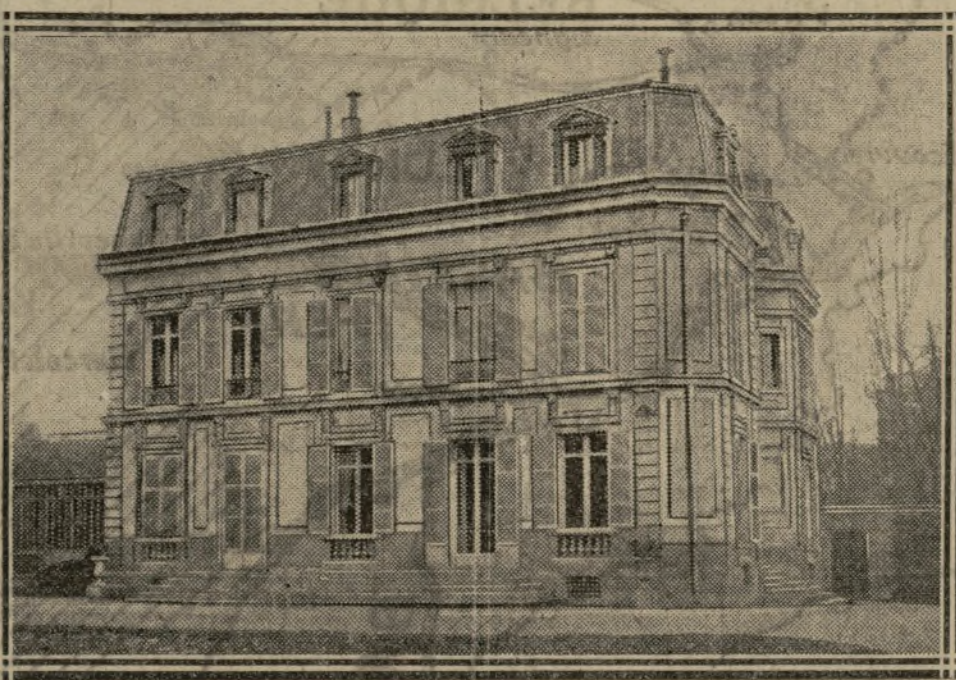
LONDRES, 14 novembre. — Le correspondant londonien du *Manchester Guardian* télégraphie :

J'apprends que le président Wilson a finalement décidé de venir à la Conférence de paix, et qu'il est attendu ici avant la mi-décembre.

47 ANS APRÈS : UN PÈLERINAGE HISTORIQUE

C'EST DANS CET HOTEL DE VERSAILLES
QUE BISMARCK, EN MARS 1871, SIGNA
LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX

Nous avons visité hier les lieux où se déroulèrent les pourparlers qui suivirent l'armistice et où vécut le chancelier de fer d'octobre 1870 à mars 1871.



L'HOTEL DE M. JESSÉ-CURÉLY
qui fut occupé par Bismarck et ses secrétaires d'octobre 1870 à mars 1871

Je viens de passer quelques heures dans le décor où le prince de Bismarck a vécu cinq mois — et quels mois ! — d'octobre 1870 à mars 1871. C'est à Versailles même, non pas dans le palais, qui fut lors de « l'année terrible » le quartier général de l'armée ennemie et où le roi de Prusse fut couronné empereur d'Allemagne, mais dans un hôtel quasi seigneurial de la rue de Provence, appartenant à la famille Jessé-Curély.

M. de Bismarck, qui considérait la guerre comme une affaire — non pas seulement d'Etat, mais industrielle et voire commerciale, — et affirmait bien haut qu'il « ne plaisait jamais en affaires », vint s'installer là avec des secrétaires, du matin au soir occupés à dépouiller le volumineux courrier d'Allemagne qui passait entre ses mains. A la grille flottait le drapeau que les casques à pointe avaient fait triompher, hélas ! Dans ce vestibule, on éten-

penibles et présidé à des discussions inégales. Armé de sa faux invisible, le Temps inexorable menaçait la France de l'amputation des deux provinces qui lui étaient également chères.

Considérant tout à tour son impitoyable adversaire et le démon aux ailes repliées assis sur le cadran dont les aiguilles sont les deux tronçons du serpent symbolique, Adolphe Thiers avait murmuré : « Maudite diable ! Maudite diable ! ».

Bismarck tenait à cette pendule presque autant qu'à la table de jeu sur laquelle il avait joué les destinées de la France. Un jour, Mme Jessé était venue voir dans quel état se trouvait encore l'hôtel. Et il lui avait fait faire ironiquement le tour du propriétaire. Le pèlerinage était d'autant plus douloureux qu'un an auparavant M. Jessé était mort sous ce toit, ayant passé la fin de sa vie à pressentir le Drame et à exécuter Bismarck : « Voilà votre maison. Vous voyez, je l'ai bien gardée. Tout est en ordre. Nous n'avons rien abîmé ! » Il se montrait aimable, et il s'efforçait même de paraître spirituel.

La visiteuse regardait l'affectation de ses pièces, ce trou au plafond, cette « horreur » de sonnette, et les signes par trop évidents d'une brutale occupation. Bismarck se dépen- sait : « Nous sommes des hôtes convenables ». Il offrit même un souvenir personnel : de petites choses déjà historiques. « Ce sont des plumes qui ont signé l'armistice. Elles ont une grande valeur ! » Mme Jessé accepta les plumes, qui furent par la suite données aux Affaires étrangères, mais elle n'en refusa pas moins de vendre la pendule.

Son interlocuteur avait dit : « Je ne vous la paierai pas des millions, mais vous pouvez me demander ce que vous voulez. » Mme Jessé attachait beaucoup de prix à ce bibelot. Elle crut bien qu'on l'emporterait. Les Allemands n'en étaient pas à une pendule près. Les officiers de la suite de Bismarck tentèrent auprès d'elle une dernière démarche, le jour où elle quitta Versailles. Ils la suivirent jusqu'à la gare : « Nous voudrions l'offrir à M. le Prince, qui en a une grande envie. »

Mais la pendule est encore là. Elle a sonné l'heure de la victoire après celle de la défaite, l'heure de la revanche française. M. Jessé-Curély la tenait pour un « triste souvenir ». Et, quand des curieux voulaient la voir pour évoquer le temps atroce qu'elle avait découpé en minutes, il faisait un pieux mensonge : « Elle n'est plus ici, elle est dans mon château de Jaulny, près de Thiaucourt. »

Il n'y a peut-être plus rien dans ce château, mais la pendule est à Versailles, intacte. Et, quand nous nous som-



La chambre à coucher-cabinet de travail de Bismarck et le cordon de sonnette rudimentaire qu'il avait fait installer.

me le soir les matelas servant au repos des hommes de garde. Dans ce salon délicieux, on avait installé la boucherie. On découpait d'énormes quartiers de viande auprès de cette haute cheminée de marbre blanc. Les murs, les portes, conservent encore la trace des coups de bottes des soudards qui logeaient ici.

Dans ce jardin d'hiver rempli de fourgères géantes et de fleurs rares, il avait été question de faire camper les chevaux de Son Excellence, mais une jardinière héroïque avait exprimé une si belle indignation que le chancelier de fer avait haussé les épaules et avait renoncé au projet. Peut-être ces parois de verre ne constituaient-elles pas un abri suffisant pour sa cavalerie. Quant à lui, il avait choisi, au premier étage, comme chambre spacieuse aux larges baies recevant la lumière du parc, et c'est là qu'il rêva aux horizons politiques ouverts par la capitulation de Sedan. Pour que ses rêves fussent sans surprise, il avait fait tirer le lit jusqu'au milieu de la chambre, et l'on avait installé au-dessus de sa tête, à portée de son poing, une sonnette rudimentaire.

Un fil de fer grossier lui avait paru un cordon suffisant, et la poignée était faite d'un rustique morceau de bois. Bien que cette chambre soit celle d'une jeune fille, on a conservé ce vilain souvenir, et, sauf le lit, le mobilier gothique est celui de l'époque.

Pour écrire, le ministre du roi de Prusse s'asseyait devant cette massive table de bois sculpté ; mais, le jour où il voulut emporter un souvenir, il fit ajouter à ses bagages une autre table sans aucune valeur, mais que sa présence avait rendue historique. Cette simple table de jeu, il la conserva dans son château jusqu'à la fin de sa vie. Une inscription sur une plaque de cuivre attestait que, sur ce meuble, avaient été signés les préliminaires de la paix. C'est, en effet, dans cet hôtel que les négociations, après et longues, eurent lieu entre ce jouteur brutal, Thiers et Jules Favre. Un autre souvenir le tentait, mais il se fit un scrupule de l'emporter : cette pendule qui avait marqué des heures



La pendule qui marqua l'heure de notre défaite et que Bismarck voulait acheter.

mes présent, on nous a dit : « Mais, entrez donc, monsieur, je vous en prie ! » Car depuis l'armistice — le nôtre — cette pendule ne sonne plus que des heures claires et il nous semble bien que, vaincu, « le maudit diable » de bronze s'en est allé, écartant la place au bon Temps victorieux qui nous rapporte enfin ce que l'autre nous avait pris. — ROGER VALBELLE.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL YOUGO-SLAVE
VIENT NOUS DEMANDER DE RECONNAÎTRE SON PAYS

M. Korochets est le président du Conseil national yougo-slave. Jeune, le visage régulier et les yeux fins sous le binocle, le nouveau président est né à Littenberg. Il est prêtre catholique et docteur en théologie de l'Université de Graz. En 1907, il fut élu député du district de Zilli à la Chambre de Vienne. Président du club yougo-slave, il fut, au Parlement, le chef de toute l'action de ce peuple. Son rôle fut énergique et heureux. Le 5 octobre, le



M. KOROCHETS
président du Conseil national yougo-slave
photographié hier par l'opérateur
d'Excelsior

Conseil national yougo-slave se constitua, à Zagreb, représentant huit millions des Yougo-Slaves jadis soumis à la monarchie austro-hongroise. M. l'abbé Korochets en fut nommé président.

Nous l'interrogeons sur la constitution du Conseil national.

— Tous les partis et tous les pays

yougo-slaves y sont représentés, nous dit-il, de même que Goritz, Trieste et l'Istrie. Le Conseil national a son armée et sa flotte. Il a pris en mains l'exécutif et l'administratif. Tous les fonctionnaires étrangers ont été destitués et remplacés par des Yougo-Slaves. Les chemins de fer, les postes, toutes les voies de communication sont à nous.

« Encore que la tâche ait été difficile dans les régions occidentales sur lesquelles s'est déversée du front italien toute l'armée autrichienne, l'ordre règne dans tout le pays. »

« Le nouvel Etat revendique hautement les sympathies de la France et de ses alliés. »

« Et voici l'essentiel. Depuis quatre semaines, l'Autriche, de facto, n'existe plus. Mais, depuis l'abdication de Charles I^{er}, aucun pouvoir autrichien ne subsiste, même de forme. »

« Et notre Etat yougo-slave, qui s'est créé et vit dans le même rythme et le même esprit de liberté que l'Etat tchécoslovaque, présente cependant avec ce dernier cette différence, préjudiciable à sa propre existence et à ses intérêts, qu'il n'est pas encore reconnu par les gouvernements alliés. »

« Le moment est pourtant venu d'accorder à l'Etat yougo-slave la reconnaissance internationale, qui, seule, pourra garantir l'ordre et la sécurité dans nos pays. »

« Nous avons la fierté de dire que nous avons contribué de toutes nos forces à la victoire, tant par nos volontaires combattant sur les fronts alliés que par nos organisations révolutionnaires, qui ont abouti à la déchéance de l'Empire des Habsbourg. Et c'est encore, pour nous, le meilleur titre à demander, en faveur de notre peuple, la reconnaissance internationale. » — HENRI SIMONI.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS
par Correspondance
aux Militaires. — Ecole PIGIER, 53 rue Rivoli à Paris.

LES CONTES D'EXCELSIOR

JEANNINE ET SA POUPÉE

PAR

JACQUES CONSTANT

— Tiens, Pierrette, vois ma poupée. Elle a une belle robe, hein ? Elle ne parle pas comme ta tienne, mais elle ferme les yeux quand je la couche. Elle s'appelle Nénette !

— Oh ! Tototte, pffu ! C'est pas un nom, ça ! J'aime mieux Nénette. Elle est vieille, tu sais, ma poupée, elle a quatre ans et demi, comme moi. Et puis, nous nous ressemblons. Comme je passais l'autre soir chaussée d'Andin, une dame s'est arrêtée pour me regarder, et elle a dit : " Oh ! la belle poupée ! " Alors, puisque j'ai l'air d'une poupée, ma poupée, elle a l'air de moi !

— La mienne, elle n'a pas peur des Boches : elle craint seulement les chiens des rues, mais pas Kiki, parce qu'il est mignon.

— Kiki, c'est mon fox à moi et à maman. Il crie à présent parce que ma tante l'enferme dans la cuisine depuis que maman est à l'hôpital.

— T'es bête, tu ne sais rien, toi. L'hôpital, c'est une grande maison noire avec de grandes chambres claires où il y a beaucoup, beaucoup de lits.

— Elle est à l'hôpital, maman, parce qu'elle est tombée dans l'escalier. Elle s'est fait grand mal, et c'est pour cela qu'elle sanglotait si fort jeudi, quand j'ai été là voir avec ma tante.

— Je ne peux pas te dire pourquoi elle a du chagrin, parce que ça, c'est un secret.

— Un secret, c'est une chose qu'on sait, mais qu'on ne doit pas répéter. C'est difficile, parce qu'on a beau essayer de l'oublier, on y pense toujours, et quand je pense à quelque chose, c'est plus fort que moi, il faut que j'en parle, même si je suis sûre d'être corrigée. Mais maman pleurerait plus fort si je disais mon secret. Au revoir, Pierrette, je reviendrai jouer avec toi demain.

— Tu vois, Nénette, je ne lui ai rien dit à la petite fille. Maman pourtant n'est plus là pour me le défendre et je ne serais pas corrigée. Mais je te dirai tout, à toi, tout bas, à l'oreille, parce que tu n'es qu'une poupée et que tu ne répètes rien. Eh bien, c'est pas vrai que maman est tombée dans l'escalier. C'est papa qui l'a battue et qui lui a donné un grand coup de poing là, dans la poitrine, parce qu'il voulait fouiller dans l'armoire à l'endroit où maman met son argent. Elle est tombée par terre, ma petite mère, et lui, au lieu de la relever, il est parti en courant dans l'escalier. Moi, j'avais une telle frayeur que je m'étais cachée sous la table sans oser crier. Les enfants doivent aimer leur papa, mais celui-là, il est méchant. Je le déteste...

— Maman m'a dit que quand j'étais encore un bébé il était soldat, avec un bel uniforme bleu, un casque et un fusil comme les poilus qui ont défilé, l'autre dimanche, place de la Concorde, pendant que la musique jouait la Marseillaise. Mais à présent il a un veston et un chapeau noir tout rond. Il est laid maintenant, papa. N'est-ce pas que c'est laid un papa civil quand tous les autres papas sont militaires ?

— Et puis, je sais ce que c'est qu'un déserteur. J'ai demandé à ma tante : elle m'a expliqué que c'est un soldat qui jette ses armes et qui se sauve pendant que les canons font " boum " et les mitrailleuses " ta-ta-ta ". J'ai bien entendu, va, que maman l'a appelé déserteur !

— Quand il a sonné, c'est moi qui lui ai ouvert, et j'ai dit poliment : " Bonjour, monsieur. " Il n'a pas répondu et il est entré brusquement après avoir fermé la porte. " Comment ! a-t-il crié, tu n'embrasses pas ta fille, et voilà un an que tu ne l'as pas vue ? " J'ai deviné que c'était mon papa, parce que, tu comprends, je ne me souvenais plus de lui.

— J'ai couru à lui, mais il fronçait tellement le sourcil que je n'ai pas osé sauter dans ses bras et me pendre à son cou, comme je fais avec tonton Marcel.

— Après, il est passé dans la chambre, et il a causé tout bas avec maman, mais, par la porte ouverte, je voyais leurs gestes. Maman lui faisait de grands yeux noirs, comme elle me fait à moi quand je n'ai pas été sage, et elle remuait la tête de côté. Je sais que cela signifie " non ", et je n'insiste jamais quand c'est un non aussi énergique. Mais papa a continué de la supplier, et comme elle répétait : " Non ! " en se fâchant, il s'est mis à genoux, il l'a appelée " Jojo chérie ", et ça me semblait tout frôle de l'entendre désigner par ce nom de petite fille. Alors ils ont commencé à se disputer.

— Tu n'as pas de cœur, tu ne m'as jamais aimé ! criait papa.

— La lâcheté me dégoûte, répondait maman, et j'ai honte de l'avoir aimé !

— Je ne suis pas un lâche : seulement j'en avais assez d'être là-bas, continuait-il.

— Et les autres, ripostait maman, les autres qui y sont encore ? Ce n'est pas moi qui le livrerai, mais je n'abriterai jamais un déserteur sous mon toit. Puis elle a dit plus doucement : " Voyons, Henri, il n'est jamais trop tard pour accomplir son devoir. Tu n'as qu'à rejoindre ton corps en demandant à retourner au front, et l'on te pardonnera. "

— Comme je serais heureuse, mon chéri, que tu redeviennes un bon Français !

— Il a répondu en se moquant :

— Mais oui, je vais aller me faire tuer pour que tu sois libre !

— Alors maman, en grande colère, a crié :

— Va-t'en, malheureux ! Il n'y a plus rien de commun entre nous. — Soit, a-t-il fait, je passerai à l'étranger, mais j'ai besoin d'argent. Je dois une quinzaine à l'hôtel du Mont-Cenis, et le patron me dénoncera, si je ne m'acquiesce pas. Je n'ai pas d'argent.

— Là-dessus, il est allé vers l'armoire à glace, et maman s'est mise devant pour l'en empêcher. C'est à ce moment-là qu'il l'a battue.

— Je te jure, ma petite maman, que je n'ai dit mon secret à personne, excepté à Nénette, ma poupée.

— J'étais aux Tuileries, près du bassin. Il y avait un monsieur très gentil qui souriait en me regardant jouer avec Nénette. Il m'a demandé comment je m'appelais et où je demeurais. Alors je lui ai répondu, pour lui montrer que je suis une grande fille : " Jeannine Grandpré, 225 ter, rue des Pyrénées. "

— Ça l'a tellement amusé qu'il a écrit mon adresse avec un crayon sur un carnet qu'il a tiré de sa poche.

— Oh ! maman, voilà encore que tu pleures ; ce n'est pas à cause de moi, n'est-ce pas ?

Jacques CONSTANT.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATINL'ALLEMAGNE SERA RAVITAILLÉE
SI L'ORDRE Y EST MAINTENU

Le gouvernement rapporte toutes les mesures d'exception prises en vue de la guerre et Hindenburg demande à l'armée d'observer la discipline.

Le programme du nouveau gouvernement de Berlin a été publié par l'agence Wolff. Ce programme est modéré et annonce, en même temps que le respect de la propriété privée, une extension des lois ouvrières et d'assurance sociale déjà en vigueur sous l'Empire.

La situation générale paraît assez bien définie par un témoin qui est sur place. Le correspondant du journal espagnol A. B. C. écrit que les révolutionnaires de Berlin sont des révolutionnaires qui aiment l'ordre, et il constate que les services publics fonctionnent régulièrement.

L'administration impériale travaille à maintenir cet ordre de l'Etat et de la société. Les hauts dignitaires de l'ancien régime eux-mêmes ne refusent pas de collaborer avec le pouvoir. Le maréchal Hindenburg, qui s'était rallié un des premiers, a lancé à l'armée une proclamation d'un accent encore fier et où il l'invite à se souvenir de ses anciens exploits. La discipline ne paraît pas rompue dans l'armée, et l'autorité des officiers est maintenue par le " gouvernement populaire. "

D'autre part, un ancien ministre de Guillaume II, Dernburg, a accepté de prendre, comme technicien, le ministère des Finances. Il a mis comme condition à son acceptation que les engagements financiers souscrits sous la monarchie seraient respectés, et que le Reichstag ne serait pas dissous avant les élections générales. Ainsi, on s'efforce de rassurer la bourgeoisie.

D'ailleurs, les organes bourgeois protestent à peine contre la révolution. Ceux de droite gémissent seulement sur la honte de la capitulation. Ceux de gauche se bornent à demander que l'on ne verse pas dans un socialisme outrancier et que l'on n'aille pas de la dictature impériale à la dictature du prolétariat. Quant à la question du régime définitif, ce sera, selon eux, à la Constituante de décider si l'Allemagne sera une monarchie ou une république.

Bref, l'Allemagne semble évoluer plus qu'elle ne se révolutionne. Et elle est surtout satisfaite d'avoir la paix. — J. B.

Les conditions posées par
le président Wilson

WASHINGTON, 14 novembre. — Le secrétaire d'Etat publie aujourd'hui le cahier-programme suivant que lui a transmis M. Hans Sulzer, ministre de Suisse :

Le gouvernement allemand demande d'une façon urgente au président des Etats-Unis d'informer le chancelier allemand Ebert, par télégraphie sans fil, s'il peut avoir l'assurance que le gouvernement des Etats-Unis est prêt à envoyer des vivres sans délai, si l'ordre public est maintenu en Allemagne et si la distribution équitable des vivres est garantie.

M. Lansing a répondu en priant le ministre de transmettre ce qui suit au gouvernement allemand :

A une session commune des deux Chambres du Congrès, le 11 novembre, le président des Etats-Unis annonce que les représentants des gouvernements associés au Conseil suprême de guerre tenu à Versailles ont, dans une résolution unanime, assuré au peuple de l'empire du Centre que tout ce qui sera possible dans les circonstances sera fait pour le ravitailler en vivres, pour soulager les misères douloureuses qui en bien des endroits menacent des vies humaines, et que des mesures seront prises immédiatement pour organiser des secours de la même manière systématique qu'ils avaient été organisés dans le cas de la Belgique.

En outre, le président a exprimé l'opinion que, en utilisant le tonnage sans emploi jusqu'ici des empires centraux, il devrait être possible immédiatement d'écarter la menace d'une misère extrême dans leurs populations déprimées, de pacifier leur esprit et de leur libérer leur énergie pour la grande tâche si compliquée à laquelle elles ont maintenant à faire face à tous les points de vue.

Dans ces conditions, le président m'a donné l'ordre de déclarer qu'il est prêt à prendre en considération, dans un sens favorable, l'expédition de vivres à l'Allemagne et à se concerter immédiatement avec les gouvernements alliés, à condition qu'il obtienne l'assurance que l'ordre public est bon et qu'il continuera à être maintenu en Allemagne.

Commissaires du peuple

BALE, 14 novembre. — On mande de Berlin : Les ministres de l'empire et de la Prusse porteront à l'avenir le titre de commissaires du peuple.

L'ex-kronprinz interné

BERNE, 14 novembre. — On télégraphie de La Haye à la Gazette de Francfort : L'ex-kronprinz d'Allemagne a été interné au château du comte Metternich, à Swalene, en Hollande.

La kaiserin serait à Hombourg

LONDRES, 14 novembre. — Suivant le correspondant du Times à La Haye, l'impératrice d'Allemagne se trouve à Hombourg.

Rupprecht demande asile au ministre d'Espagne

LONDRES, 14 novembre. — On mande de Bruges au Daily Telegraph : On rapporte que le kronprinz Rupprecht de Bavière s'est réfugié chez le marquis de Villabona, ministre d'Espagne, chez qui le baron von der Lancken, gouverneur allemand de la Belgique, se cacherait aussi.

Un ordre du jour d'Hindenburg

BALE, 14 novembre. — La Gazette de Francfort publie un appel du maréchal Hindenburg aux troupes, disant qu'il reste à la tête de la direction suprême de l'ar-

mée, afin de ramener les troupes en ordre dans la patrie. Il espère que tous les commandants, les autorités et les officiers continueront à faire leur devoir.

5.000 soldats alsaciens refusent
de retourner en Allemagne

GENÈVE, 14 novembre. — On apprend de Bâle que 5.000 soldats de nationalité alsacienne sont massés à la frontière suisse, près de Bâle. Ils ont demandé l'autorisation d'entrer en Suisse. Ils se refusent à retourner en Allemagne.

Les Bruxellois se soulèvent
contre les Allemands

AMSTERDAM, 14 novembre. — On mande de Rotterdam au Telegraaf : Un aéroplane allemand a atterri hier à Thorn, dans le Limbourg hollandais. Deux sous-officiers, en descendant, déclarèrent que la population de Bruxelles s'est soulevée contre les Allemands. Les officiers, n'osant pas partir en avion par suite du mauvais temps, s'enfuirent en automobile.

Deux avions sont tombés
hier à Paris

Hier, vers 3 heures, quatre avions évoluaient à faible hauteur au-dessus de Paris. Tout à coup, l'un d'eux, descendant avec une rapidité exceptionnelle, tomba



L'AVION TOMBÉ RUE DE LILLE

dans la Seine, où il fut entraîné par le courant sous une arche du pont Solferino. L'aviateur, René Dufrane, en a été quitte pour un bain et une contusion légère à la jambe droite.

Un autre avion militaire, quelques instants plus tard, tombait sur le toit de la maison portant le numéro 43 de la rue de Lille et y demeurait accroché.

Deux aviateurs montaient cet appareil : l'un d'eux eut la cuisse fracturée, l'autre n'éprouva que quelques contusions sans gravité.

La fête de la Délivrance

La manifestation organisée, pour dimanche prochain, en l'honneur de l'Alsace-Lorraine, par l'Union des grandes associations, groupées sous la devise " Toute la France debout pour la victoire du Droit ", prend un développement immense. Le président de la République, les présidents du Sénat et de la Chambre, le président du Conseil et tous les membres du gouvernement, les membres du Parlement et tous les pouvoirs publics y prendront part. Ce sera véritablement une manifestation d'union sacrée, où figureront des groupements patriotiques, politiques, sociaux, économiques, littéraires, artistiques, etc. En outre, cinquante maires et cinquante vétérans des communes d'Alsace déjà délivrées auront leur place dans l'énorme cortège qui partira, à 1 h. 30 précise, de la place de l'Etoile, descendra l'avenue des Champs-Élysées et défilera devant la statue de Strasbourg, la statue de Jeanne d'Arc, le Quai Mémé d'Antoin Mercier, les statues de Gambetta et de La Fayette.

Le président de la République prononcera un discours. Il sera entouré de tous les membres du gouvernement, des présidents de la Chambre et du Sénat et des représentants des nations alliées.

Un bataillon de chasseurs alpins et un régiment d'infanterie revenant du front seront massés place de la Concorde.

Six musiques militaires françaises, une musique anglaise et une musique américaine accompagneront le défilé des sociétés, dont tous les membres recevront un insigne aux armes de Metz et de Strasbourg et une branche de sapin d'Alsace.

NOUVELLES BRÈVES

— Au cours de la soirée qui suivra le dîner franco-américain, demain, au Cercle Volney, M. Risler se fera entendre.

— Le lieutenant Jousselin a entendu hier, dans l'affaire Humbert, MM. Jean Vober, qui fut secrétaire de M. Charles Humbert, et Jacques Dhur, directeur de l'Éveil, et France, commissaire divisionnaire à la Sûreté générale.

— M. Eugène Becker, trésorier de la Fédération des voitures, a été hier, condamné par le 2^e conseil de guerre à cinq ans de prison et 1.000 francs d'amende, pour avoir envoyé aux camarades mobilisés sur le front des imprimés contenant des phrases défaitistes — imprimés qui furent d'ailleurs saisis à la poste avant d'arriver à destination.

— M. Sonnino, ministre des Affaires étrangères d'Italie, qui vient participer aux travaux préliminaires de la paix, est arrivé hier matin à Paris. M. Orlando, président du Conseil, ne tardera pas à le suivre.

— Les Belges fêteront la victoire de l'Entente dimanche au Trocadéro, à 2 h. 1/2. Un discours sera prononcé par M. le bâtonnier Henri Robert. Hier après-midi, 3.000 employés de la Société Générale se sont rendus au domicile de M. Clemenceau pour lui remettre une gerbe de fleurs.

LA ROUMANIE
A MOBILISÉ

Les troupes allemandes se sont réfugiées en Hongrie.

JASSY, via Salonique, 10 novembre. — (Retardée en transmission.) — Le gouvernement a décrété aujourd'hui la mobilisation.

Mohilef occupé par les Roumains

BALE, 14 novembre. — On mande de Kiev : Mohilef est occupé par les troupes roumaines.

L'armée de Mackensen
passe en Hongrie

BERNE, 14 novembre. — Le maréchal Mackensen a établi son quartier général à Hermannstadt. Il a notifié au Conseil national hongrois son arrivée en Hongrie et a demandé à effectuer sa retraite dans des conditions qui sauvegardent l'honneur militaire. Le colonel Massow est arrivé à Budapest pour les négociations. Les soldats de Mackensen ont manifesté leur joie en apprenant la fuite du kaiser.

Nos forces navales
devant Constantinople

COMMUNIQUÉ DU MINISTÈRE DE LA MARINE. — Les forces navales françaises commandées par le vice-amiral Amet qui ont mouillé le 13 novembre à Constantinople sont :

Les cuirassés : Diderot, Mirabeau, Vergniaud, Justice ; les croiseurs-cuirassés : Jules-Michelet, Ernest-Renan et six contre-torpilleurs.

Le Sénat vote le relèvement
des soldes et des indemnités
de vie chère

Le Sénat a voté hier un certain nombre de projets, notamment :

Le projet portant relèvement de la solde des soldats, caporaux et sous-officiers à solde mensuelle ;

Le projet accordant des relèvements de traitements et indemnités pour le temps de guerre aux fonctionnaires de l'Etat ;

Le projet relevant le taux des allocations ;

La proposition affectant un crédit pour la part contributive de l'Etat dans l'établissement d'un avant-projet de travaux pour l'amélioration de la Seine entre Port-a-l'Anglais et Rouen.

Deux aubades
des " horse guards "

Dans la cour du ministère de la Guerre, la musique des horse guards, sous la conduite du capitaine de Bullack, a donné, hier, deux aubades à M. Clemenceau. Le président du Conseil, averti par lord Derby, ambassadeur d'Angleterre, et M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, parut à la fenêtre du premier étage et entendit, les hymnes des Alliés. Il descendit ensuite dans la cour de l'hôtel et remercia les musiciens, auxquels il offrit une coupe de champagne dans la salle Carnot. M. Clemenceau célébra, en anglais, la victoire des Alliés. Lord Derby prononça une aimable allocution, et la célèbre musique, aux accents de Tipperary, prit la route de l'Elysée, où elle fut présentée au président de la République par l'ambassadeur d'Angleterre. De nouveau, elle fit retentir les hymnes victorieux.

LA DOCUMENTATION SUR LA GUERRE
LA PLUS COMPLÈTE ET LA PLUS EXACTE

est fournie par la collection d'EXCELSIOR depuis août 1914. — Quelques-unes peuvent encore être livrées. — Demander conditions spéciales à nos bureaux.

LE "TIP" remplace le Beurre

Av. Pellerin, 82, r. Rambuteau (2^e et 3^e l/24.)

LA MODE

LES MANTEAUX A COLLETS

La forme mante que nous avions vue timidement apparaître, l'année dernière, est très en faveur cette saison. Certains manteaux affectent un mouvement de rotonde et ressemblent à des capes d'où s'échapperaient tout à coup des manches plus ou moins larges ou plus ou moins longues. Le manteau dissimule complètement la robe, et, pourtant, il lui est le plus souvent assorti sinon par le tissu et la couleur, du moins par la doublure. Certaines femmes portent très élégamment la cape ; mais elle n'est vraiment pratique que jetée sur une robe un peu chaude ou un tailleur.

Un manteau comme celui-ci est un agréable compromis entre le manteau droit et le vêtement rotonde. Les trois collets, comme ceux de la redingote de Werther, sont fermés devant par trois gros boutons de tissu ; celui-ci est un velours de laine marlyland épais et un peu bouffant. Le velours de laine qu'on emploie cette saison n'est plus ce tissu fragile qui blanchissait très vite au moindre frottement, et la velours est, parmi les velours de laine nouveaux, celui qui convient le mieux aux manteaux confortables. C'est un tissu épais et cependant léger, qualité inappréciable quand il s'agit de confectionner un vêtement long et un peu ample. Certains de ces grands vêtements de tissu sont doublés de fourrure, ce qui permet d'utiliser les anciens vêtements de loutre ou de petit-gris.

La cape de fourrure n'entraîne au petit-gris est le manteau de fourrure le plus en vogue cette saison : ces deux pelages font des vêtements solides, mais, évidemment, ils épaississent un peu la silhouette. C'est peut-être, de reste, le reproche qu'on pourrait faire à quelques manteaux, cette saison, d'empiéter un peu la ligne ; mais ils ont, par contre, un aspect confortable fort agréable avec leurs devants largement croisés et leurs grands cols enveloppants.

JEANNE FARMANT.

LES DESSOUS SOIGNÉS

Il semble superflu de dire à une femme de soigner ses dessous, et, pourtant, celle qui apporte beaucoup de minutie à choisir un épauleur, essayer trois fois un tailleur ou une robe, se contente parfois d'un corset tout fait, acheté dans un magasin. Non seulement au point de vue hygiénique cela est nuisible, mais, au point de vue esthétique, c'est une faute. Pourtant un bon corset, strictement sur mesure, comme ceux de Claverie, n'est pas beaucoup plus coûteux qu'un corset de confection : il dure beaucoup plus longtemps, affine la silhouette, et, gagnant le corps sans le raidir, laisse aux mouvements toute leur liberté, et aux attitudes toute leur grâce. C'est ce qui explique le succès qu'obtiennent les corsets et les ceintures Claverie auprès des femmes élégantes.

Voyez actuellement l'exposition des modèles nouveaux chez M. A. Claverie, 234, faubourg Saint-Martin (angle de la rue Lafayette, Paris (X)), M^{rs} Louis-Bianc, puis choisissez et commandez un corset pratique et élégant.

PETITS CONSEILS

Mme Madeleine de R... répondra à toutes les questions féminines qui lui seront posées. Timbre pour lettre personnelle.

L. V. — Pour combattre votre embonpoint, Desvilles, pharmacien, 24, rue Etienne-Marcel, vous donnera ses " Pilules de Claverie " (12,50 le flacon 1^{er} ; 7,50 le demi) et " Tifania " (4,50 1^{er}) pour détruire ce duvet.

Mlle P. — Faites le matin des inhalations avec de l'eau bouillie et mentholée. Deux litres dans une cuvette. Mettez une serviette autour pour concentrer la vapeur et votre tête en dessous, la bouche ouverte. Aspirez fortement. Vos voies respiratoires s'en trouveront bien, et votre peau aussi. La vapeur décongestionnera les pores de toutes leurs saouilles. On combat très vite la sensation d'étouffement.

4^e EmpruntDE LA
DÉFENSE NATIONALE

La nouvelle rente est exempte d'impôts. Elle jouit des mêmes privilèges que les rentes 5 % 1915, 1916 et 4 % 1917. Elle est admise par l'Etat en paiement de l'impôt sur les bénéfices de guerre. Elle est à l'abri de toute conversion pendant 25 ans. Elle comporte une prime de remboursement de 29 fr. 20 pour un montant nominal de 100 fr. égale à 41,24 % du capital versé à la souscription.

Prix d'Emission : 70 fr. 80

Revenu réel : 5 fr. 65 %

Le Souscripteur peut demander à bénéficier de la libération en quatre termes échelonnés de la manière suivante : 12 fr. en souscrivant, 19 fr. 70 le 16 Janvier 1919 ; 20 francs le 1^{er} Mars 1919 ; et 20 francs le 16 Avril 1919.

La souscription est ouverte du 20 Octobre au 24 Novembre 1918.

La BANQUE DE FRANCE admettra cette rente en garantie d'escompte et d'avances.

LES SOUSCRIPTIONS SONT REÇUES PARTOUT

Caisse Centrale du Trésor (Pavillon de Flore), Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Perceptions, Recettes de l'Enregistrement, des Douanes et des Contributions indirectes, Bureaux de Postes, Caisse des Dépôts et Consignations, Banque de France, Banque de l'Algérie, Recette Municipale de la Ville de Paris, Caisse d'Epargne, Banques, Etablissements de crédit, Agents de change, Notaires, etc.

